

# Northwoods

## Quand l'US Army voulait pratiquer le terrorisme aveugle

L'ouverture rapide des archives est une des véritables leçons de démocratie que nous donnent les Etats-Unis. Nous dévoilons aujourd'hui, probablement pour la première fois au grand public francophone, le contenu du plan Northwoods où l'armée américaine préconisait au président Kennedy d'organiser des attentats sur le sol américain attribués à Castro pour trouver un prétexte pour envahir Cuba. La mort de citoyens américains devait conduire l'opinion à accepter cette guerre. Un plan qui fait froid dans le dos.

Chacun a entendu parler de la CIA et de son échec de la « Baie des Cochons », mais que sait-on du rôle joué par le JCS (correspondant approximativement à notre Etat-Major des Armées) et tout particulièrement par son chef, le général Lemnitzer, dont le nom même est inconnu du public français? Et des missions de la NSA (National Security Agency)? Exploitant des sources américaines non publiées en France, nous avons tenu à respecter leur présentation des faits



*Le président Kennedy s'adresse à ses compatriotes pour les informer de la présence de missiles soviétiques à Cuba. Page précédente, le site des missiles de San Cristobal (en haut) et les canons de défense antiaérienne (en bas). Le point d'orgue de la crise avec Cuba et Moscou.*

et des idées, ce qui ne signifie pas approbation. Le lecteur jugera.

Tôt au matin du 20 janvier 1961, Washington se réveillait sous une épaisse couche de neige qui lui faisait comme une couverture blanche. La capitale fédérale avait été surprise par une vague de froid provenant des régions arctiques, et qui, via les États du nord-est, avait apporté des précipitations glacées. Dans toute la région, les écoles, bureaux et usines, étaient fermés, et le trafic aérien



*Il est difficile de trouver des photographies du général Lemnitzer. On le voit ici à gauche, au second plan, au cours d'une cérémonie à Tokyo en 1956 où le général Magruder félicite un officier australien pour son rôle durant la guerre de Corée.*

détourné. C'était l'hiver le plus rigoureux depuis un quart de siècle.

Dès l'aube, la machine militaire s'était mise en marche : une armée de plus d'une centaine d'engins équipés d'étraves, vrilles, pelles, traversait la ville pour attaquer les congères et murs de glace. Une centaine de soldats portant des brassards rouges formaient un cordon autour des bâtiments du Capitole. Un millier d'autres était réparti le long de l'avenue de Pennsylvanie tandis que seize ambulances occupaient les points clef pour secourir d'éventuels blessés.

Depuis un poste de commandement temporaire situé au nord-ouest de la ville, le général de division C. K. Gailey dirigeait les opérations. A travers les tourbillons de neige, de lourds véhicules de transport franchissaient les ponts sur le Potomac en direction du Capitole. A l'arrière de ceux-ci pointaient des missiles Pershing pourvus de leurs

ogives militaires. Suivaient des colonnes de chars, obusiers et véhicules blindés transport de troupe. Des milliers de soldats, aviateurs, marins et Marines (1) vérifiaient leurs armes en prenant position aux endroits désignés autour de la Maison Blanche. Des noms-code étaient attribués : « tapis rouge » pour le réseau radio, « myrtille » pour la télévision en circuit fermé, « batterie » pour les zones de regroupement et « Groenland » pour celles de dispersion.

Depuis la grande baie qui s'ouvrait sur la façade du Quartier n°1, résidence de fonction du chef d'état-major des Armées, le général à cinq étoiles Lyman L. Lemnitzer observait ses troupes en train d'investir la capitale. Le général Lemnitzer jouissait probablement du meilleur panorama sur

1) L'US Marine Corps constitue une « quatrième armée » pourvue de son propre commandement.

Washington. Le bâtiment était situé sur une hauteur aux flancs abrupts où s'élevait le Fort Myer, près d'Arlington. Le général se tenait dans la salle de séjour au parquet étincelant, un manteau gris-souris recouvrait son uniforme bleu de cérémonie et une écharpe blanche dissimulait sa cravate. Sur le mur, entre le drapeau des Etats-Unis et son fanion de commandement, une peinture à l'huile le représentait, plus grand que nature et hiératique. En dessous de lui, la ville ressemblait à l'un de ces monuments miniature dans un globe de verre, sur lesquels on fait tomber une neige artificielle en les secouant. Au premier plan, le Potomac gelé à la couleur gris-acier entourait l'agglomération comme un ruban argenté l'aurait fait d'un cadeau de Noël. En fond de tableau le général pouvait aisément distinguer le lourd dôme blanc du Capitole

où devait le conduire sa voiture officielle. Dans quelques heures, John Fitzgerald Kennedy serait intronisé trente-cinquième président des Etats-Unis. Un aspect militaire de la cérémonie était peu connu du public : outre ses gardes du corps du Secret Service, le nouveau président serait protégé lorsqu'il se trouverait sur l'estrade par un cordon de sécurité composé de deux douzaines de membres des forces armées, et le cortège se rendant à la Maison Blanche serait précédé de véhicules militaires.

### Un coup d'État militaire à Washington ?

En regardant les chars et les missiles traverser la ville et se mettre en place pour le défilé accompagnant les cérémonies d'investiture, on pouvait croire à la préparation d'un coup d'État militaire. Les Etats-Unis étaient

*Le 22 avril 1961, quelques semaines après la passation de pouvoir, le vieux général Eisenhower rencontre à Camp David son frais et semillant successeur, John Kennedy. Un passage du flambeau qui ne fut pas du goût de certaines hautes hiérarchies militaires.*





*Dans l'East Room de la Maison Blanche, les membres du cabinet du président Kennedy prêtent serment devant Earl Warren, président de la Cour suprême*

alors dans une période d'incertitudes. De nombreux militaires avaient perdu confiance dans le pouvoir civil. Si bien que certains officiers de haut rang allaient jusqu'à penser que les dirigeants du pays avaient eux mêmes été contaminés par l'idéologie communiste. Cet état d'esprit était conforté par l'élection de Kennedy, appartenant au Parti démocrate et considéré comme de gauche. « La présence à la Maison Blanche d'un général populaire et modéré avait eu un effet apaisant sur l'opinion publique et réduit l'audience de l'extrême droite » disait un rapport de l'époque « tandis que l'élection de John F. Kennedy excitait ses peurs ».

Dans l'ensemble des implantations de l'armée américaine de par le monde, les hauts responsables répandaient le bruit que des militants communistes occupaient des postes importants dans le gouvernement fédéral. L'un des plus en vue aurait été le

président de la Cour Suprême, Earl Warren. A l'occasion d'un débat télévisé concernant les cas de crise (« Project Alert »), un ancien Marine titulaire de la médaille de l'Honneur (2) devenu responsable d'un mouvement anti-communiste, le colonel Paige, déclara devant le public que le président Warren devait être tout simplement pendu.

Avant l'élection présidentielle, certains chefs militaires s'étaient efforcés de convaincre leurs subordonnés de « bien voter ». Parmi ceux-ci le général de division Walker, en garnison à Augsburg en Allemagne de l'Ouest, où se trouvait également l'un des principaux centres d'écoute de la

2) Décoration qu'il est permis d'assimiler à notre Légion d'honneur.

3) Respectivement ancien président et veuve d'un ancien président des Etats-Unis.

NSA. En octobre 1960, alors que ses troupes s'apprétaient à voter par correspondance, il leur conseilla de préalablement consulter le « Guide électoral » de la très conservatrice « Association des Américains pour l'action constitutionnelle ». Le général Walker, qui se présentait lui-même comme « ultra patriote », avait même mis en place une ligne téléphonique pour « guider » les soldats dans leur vote. De plus, dans de nombreuses allocutions, il mettait en garde les militaires et leurs familles contre les dangers de la subversion communiste et laissait circuler les documents de propagande la « John Birch Society », mouvement considéré comme d'extrême droite. Un journal diffusé parmi les troupes américaines stationnées en Allemagne, « L'hebdomadaire d'outre-mer », prétendait que le général Walker aurait qualifié Eleanor Roosevelt et Harry Truman (3) de « quasi-rouges » et les journalistes Murrow, Cronkite et Sevaried de « pro-communistes ».

A Fort-Smith dans l'Arkansas, dans un cycle de « conférences stratégiques », les auditeurs ont pu entendre que « dans 89 % des cas, vos élus ont voté des mesures favorables au Parti communiste ». Le général de division Bullock, commandant territorial, a fait en sorte de convaincre la chambre de commerce de Little Rock de patronner une réunion similaire dans la capitale de l'État. A la base de Pensacola en Floride, un film a été projeté

dans le cadre de « Project Alert » où les manifestations étudiantes dirigées contre le très anticommuniste « Comité des activités anti-américaines » étaient présentés comme inspirés et dirigés par des communistes.

Durant la période de mise en place de la nouvelle administration, le vice-amiral en retraite Wilson Brown, président du Bureau maritime américain, s'est trouvé en situation délicate du fait d'un projet de discours à l'American Legion (anciens combattants) où il proposait un débarquement à Cuba. Il se plaignit que « dans ce système, on n'a pas le droit d'évoquer la Guerre Froide ou un conflit limité en prenant en compte la réalité de la menace soviétique ».

### Pourquoi pas un coup d'État ?

Cette ambiance a amené certains à croire qu'un coup de force militaire était à envisager. S'inspirant de la tension entre les généraux « d'extrême droite » et la nouvelle

administration, deux écrivains esquissèrent un roman de politique-fiction. Finalement intitulé *Sept jours en mai* il présentait un coup d'État militaire dirigé par un chef d'Etat-major des armées aux opinions de droite (interprété par Burt Lancaster dans la version cinématographique) convaincu qu'un président libéral (l'acteur Fredric March) collaborait avec les ennemis de l'Amérique.

A 10 h 25 le général Lemnitzer montait dans sa voiture de fonction, une longue Cadillac noire dont les



*Le président Roosevelt décore le vice-amiral Wilson Brown à la Maison Blanche le 28 avril 1942.*



Robert McNamara, photographié quelques années plus tard, en pleine guerre du Viêt-nam. Les leçons du fiasco de Cuba ne lui ont pas permis d'éviter l'engrenage viêt-namien.

ails arrière évoquaient des sabres. Elle l'emmena rapidement au Capitole. Souvent présenté comme ressemblant à un ours, plus à cause de ses épaules puissantes et de sa voix grondante que par sa taille qui n'atteignait pas le mètre soixante-quinze, le général d'armée était précédé d'une bonne image de marque : « Travailleur, présentant bien » écrivait un journal. Cependant il n'avait suivi les cours de West-Point que durant deux ans, du fait des besoins en officiers pour la première guerre mondiale. Mais celle-ci s'était terminée alors qu'il venait juste de quitter l'Académie militaire. Au fil des années il s'était acquis une réputation de planificateur et lors du second conflit mondial il était à l'Etat-major londonien du général Eisenhower avant de rejoindre Patton pour la campagne de Sicile. Eisenhower le considérait comme son protégé et le nomma sous-chef d'Etat-major de l'Armée de terre. Et en 1957, une fois Prési-

dent, en fera le chef d'Etat-major en titre. Enfin, après seulement quelques mois dans cette fonction, Eisenhower propulsa Lemnitzer à la tête des forces armées américaines. « Le poste militaire le plus important au monde a été confié la semaine dernière au général Lyman L. Lemnitzer, nommé chef d'Etat-major des Armées » lisait-on dans un éditorial du *Los Angeles Times*. Deux jours avant les cérémonies d'investiture, le chef d'Etat-major offrait un grand dîner en l'honneur d'Eisenhower. « Il était manifestement ravi » écrivit Lemnitzer à sa fille. En cette occasion, et selon un observateur, le regard du général était « plein de respect » pour le président sortant : avec lui Eisenhower gardait un pied dans la nouvelle administration.

A l'issue d'un entretien avec Robert S. MacNamara, nouveau ministre de la Défense, Lemnitzer faisait parvenir à Eisenhower un renseignement de première

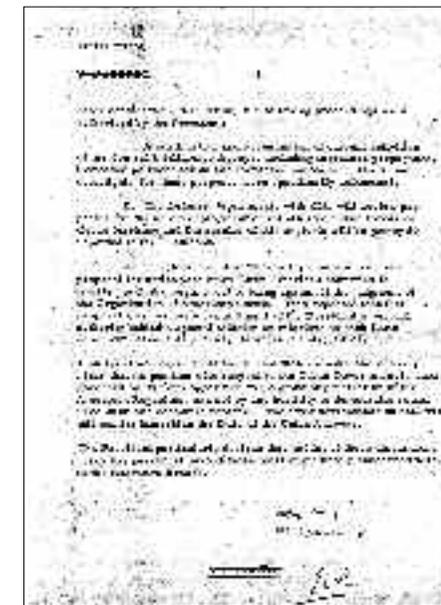
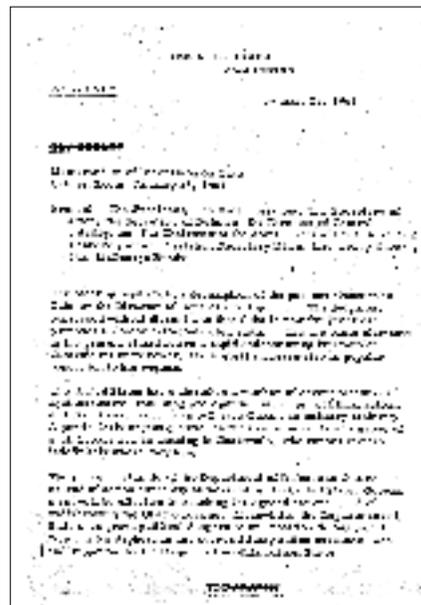
importance : le président Kennedy aurait décidé de nommer le général en retraite James M. Gavin secrétaire d'état pour l'Armée. Cette idée mettait Eisenhower en rage : Gavin avait quitté le service sur un coup de colère, étant opposé à la politique spatiale d'Eisenhower, et avait écrit un livre critiquant son gouvernement. Trois autres généraux avaient demandé leur mise à la retraite pour des raisons semblables et également rédigé des textes dérangeants pour l'Administration Eisenhower. Celui-ci était tellement furieux qu'il demanda au chef d'Etat-major des Armées d'étudier la possibilité de rappeler ces officiers généraux à l'activité pour les faire passer en cour martiale. Ce qui aurait été mal perçu dans le cas même où ce n'était pas carrément illégal.

Et maintenant, un individu qu'il considérait comme félon allait se trouver à la tête de l'Armée de Terre, son armée ! Il demanda au général Lemnitzer de trouver un moyen de torpiller discrètement la nomi-

nation de Gavin. C'était une requête à la fois étrange et déshonorante : le président sortant poussait le plus haut responsable militaire à saboter la nomination d'un civil par son successeur. Mais avant que Lemnitzer ait pu entreprendre quoi que ce soit, Kennedy avait changé d'avis, nommant Gavin ambassadeur à Paris et Elvis J. Stahr, Jr., à l'Armée de terre. Lemnitzer restait néanmoins une charge à retardement placée dans l'administration Kennedy.

Vingt-cinq minutes après avoir quitté le Quartier n°1, Lemnitzer était déposé par son chauffeur devant le Sénat. C'était un trajet qu'il avait fréquemment effectué pour présenter la politique militaire devant des commissions du Sénat ou de la Maison Blanche. Le général n'avait jamais fait totalement confiance au Congrès, avec pour conséquence quelques libertés prises avec la vérité. Ainsi il avait écrit à son frère « J'ai été sur la sellette dans plusieurs réunions pénibles avec plusieurs commissions... il

*Au cours des premiers mois de 1961, les mémorandums sur la situation à Cuba, comparant les chances de succès des anti-castristes avec les arguments en faveur d'une intervention américaine se sont multipliés entre l'Etat-Major et la Maison Blanche.*





*Le 26 juillet 1961, le président Kennedy décore l'amiral Arleigh Burke de la Distinguished Service Medal. Derrière, au second rang à droite, le général Lemnitzer.  
Page suivante : photographiés par Stanley Tretick pour Look Magazine, le président Kennedy et le secrétaire général Nikita Khrushchev se rencontrent à Vienne le 4 juin 1961.  
La guerre froide atteindra son paroxysme dans le conflit entre ces deux hommes.*

faut être très prudent dans les déclarations faites à ces diverses commissions, et en même temps éviter les incidents avec l'administration».

Le général passa sous la voûte de l'escalier du Sénat et prit l'ascenseur qui le mena à la salle de réunion. Là il retrouva d'autres chefs de grands services ainsi que des diplomates et des ambassadeurs qui attendaient qu'on les guide jusqu'à leur place à la tribune présidentielle. La Marine était représentée par l'amiral Burke, ancien de la Seconde Guerre mondiale aux cheveux poivre et sel. Il était le chef des Opérations navales du président Eisenhower dans les années précédentes. La nomination de Lemnitzer à la tête des forces armées lui avait fait tirer un nez de plusieurs pieds de long.

Le général Lemnitzer fut guidé vers le siège n°1 de la rangée G, 2° section de la tribune présidentielle, sorte de gradins installés sur les escaliers de la façade orientale des bâtiments du Capitole. Ses mains étaient protégées par des gants noirs réglementaires, mais le froid colorait ses bajoues.

En contrebas, des milliers de spectateurs s'agglutinaient sur l'esplanade couverte de neige.

### **Astiquer les souliers et punir l'indiscipline**

Alors qu'il se levait pour voir le président de la Cour suprême, Earl Warren, recevoir le serment du président John F. Kennedy vêtu de l'habit noir et du pantalon rayé de circonstance, le cadre de référence du CEMA se mit à vaciller. Il se sentait comme un marin dont le compas n'indiquait plus le nord. Pendant huit ans le pays avait été dirigé par un général d'armée, un ancien élève de West-Point comme lui, incarnant la discipline, l'ordre et la tradition. On saluait le drapeau, astiquait les souliers, et l'indiscipline était punie. Désormais celui qui avait été son mentor et son chef dans la majeure partie de sa longue carrière avait pris sa retraite dans une ferme de Gettysburg. Eisenhower était remplacé par un homme d'une autre époque et d'une autre



formation, quelqu'un que le général connaissait peu et comprenait encore moins. «Voici un président sans aucune expérience militaire» devait-il dire ultérieurement avec dérision en parlant pour tant d'un homme qui avait failli perdre la vie en sauvant ses marins lors d'un combat naval. «Une espèce de modeste skipper de patrouilleur de la Seconde Guerre mondiale dans le Pacifique».

### **On défilera bientôt à La Havane**

Lemnitzer n'était pas seul de son avis. Auprès de lui se tenait celui qu'il avait choisi pour le remplacer comme chef d'Etat-major de l'armée de Terre, le général d'armée George H. Decker. «Je pensais que les grands chefs militaires se sentaient mieux avec le président Eisenhower» se rappela-t-il plus tard «Car c'était lui-même un militaire». Burke, le chef des Opérations navales, n'avait pas plus confiance dans les nouveaux pensionnaires de la Maison Blanche. «C'était presque tous des gens

pleins d'enthousiasme mais sans aucune expérience du commandement, Président compris. Il était depuis toujours membre du Congrès et n'avait jamais occupé de poste de responsabilité... Ils ne connaissaient rien aux méthodes classiques de commandement, la nécessité de moyens de communication et de chaîne hiérarchique».

Vers 14 h 15, après la prestation de serment et le grand déjeuner au Capitole, le général Lemnitzer grimpa dans une décapotable Oldsmobile modèle 1961 pour rejoindre la tribune face à la Maison Blanche d'où il assisterait à la parade accompagnant l'investiture présidentielle. Le président Kennedy l'avait personnellement invité dans sa tribune pour voir défiler les fanfares des grandes écoles et la colonne interminable des troupes marchant très précisément à 120 pas de 0,91 m à la minute.

Bientôt, espérait le général, certaines de ces troupes défileraient dans les rues ombragées de palmiers de La Havane, et Castro serait mort ou derrière les barreaux. Comme la plupart des militaires de droite, il consi-

dérait que le communisme dissolvait l'essence même de la société américaine, telle une force malfaisante qui corrompait les valeurs profondes de son pays et qu'il fallait neutraliser. « Je vous suggère de lire attentivement la dernière édition du programme du Parti communiste » écrivait-il à un professeur de l'enseignement supérieur dans un échange épistolaire au sujet de Cuba « Si vous étudiez ce document, je pense que vous ne pourrez vous empêcher de conclure avec ses auteurs que l'idéologie communiste a pour vocation de détruire notre civilisation et de tout ce à quoi nous attachons du prix. Notre héritage de liberté ainsi que les aspirations et les valeurs que l'humanité a développées sur des milliers d'années sont ainsi mis en péril. Une réponse adaptée à cette menace doit être trouvée, non seulement par les pouvoirs publics, mais par chaque citoyen ».

Lemnitzer pensait que seul l'emploi massif de moyens militaires pourrait détruire le communisme à Cuba. Aussi restait-il sceptique vis-à-vis du plan secret établi par la CIA qui consistait à infiltrer moins d'un millier de partisans anti-castristes sur l'île. Le succès de cette opération préparée dans les dernières années de l'administration Eisenhower supposait qu'elle déclenche un soulèvement généralisé qui renverserait le régime de Castro.



*Castro est devenu hostile aux Etats-Unis en raison d'une calamiteuse politique de Washington à son égard.*

Deux jours seulement avant l'investiture du nouveau président, le général de brigade David W. Gray, représentant de Lemnitzer auprès du corps expéditionnaire anti-castriste, enfonçait encore le clou pour la CIA : « Les 200 000 miliciens cubains, chacun porteur d'un pistolet-mitrailleur, constituent une force suffisamment dissuasive s'ils se contentent de rester en place et d'appuyer sur la détente de leur arme ». Le général Lemnitzer et son Etat-major poussaient au contraire à une guerre véritable menée par le Pentagone et qui aboutirait à l'invasion de Cuba par des forces aériennes, maritimes et terrestres.

### Tromper l'opinion

Ils savaient qu'une opération militaire dirigée contre un pays voisin entraînerait une réprobation à la fois intérieure et internationale, et serait assimilée à l'invasion de la Hongrie par les Soviétiques en 1956. Aussi l'EMA allait-il élaborer un plan tenu secret visant à faire croire à l'opinion publique américaine

et internationale que c'était au contraire Cuba l'agresseur.

Selon certains documents (4) Lemnitzer et son Etat-major auraient proposé de

4) Les sources américaines ne citent aucune référence précise pour ces documents.



*Ci-dessus : les exilés cubains remettent une médaille de reconnaissance au ministre de la Justice Robert Kennedy. De gauche à droite : Roberto San Roman, Manuel Artime, Ramon Ferrer, R. Kennedy, Enrique Ruiz-Williams, Pepe San Roman et Erneido Oliva. Ci-dessous : John F. Kennedy reçoit le drapeau de la Brigade d'assaut anti-castriste et promet de le rendre dans une Havane libérée.*



lancer une attaque contre la base navale américaine de Guantanamo située sur le territoire cubain, puis de dénoncer cette voie de fait en l'attribuant à Fidel Castro. Alors convaincu que Cuba s'était livré à

une agression injustifiée, le naïf public américain aurait soutenu cette nouvelle guerre des Caraïbes. Après tout, qu'auraient valu au niveau international les dénégations de Castro face aux accusations du Pentagone ?



*Dans cette photographie de 1966, on voit le président Johnson en réunion avec Allen Dulles et d'autres personnes qui ont joué un rôle dans la crise de Cuba.*

Les plus hauts responsables militaires américains proposaient ainsi de déclencher une guerre qui devait entraîner la mort de nombre de leurs subordonnés en la basant sur un montage et une provocation. Le 19 janvier, quelques jours avant qu'Eisenhower quitte ses fonctions, le général Lemnitzer approuvait le projet. Au fil du temps, ce plan allait devenir la partie émergée d'un énorme iceberg couvert par le secret.

Le général effectua le salut militaire tout en souriant largement lorsque la fanfare et la police montée de son État natal, la Pennsylvanie, défilèrent devant la tribune présidentielle.

A 17 h 45, l'ancien président Eisenhower et son épouse, assis à l'arrière d'une limousine Chrysler, franchissaient le poste de sécurité du Secret Service situé à l'entrée de la route privée menant à leur ferme de Gettysburg. Pour la première fois depuis huit ans, le bâtiment était sombre et vide.

Quarante-cinq minutes plus tard, le premier classe Bomber, chauffeur de Lemnitzer, l'accompagnait jusqu'à sa voiture et dans l'obscurité le ramenait au Quartier n°1 tandis que les troupes du général retraient derrière le Potomac.

Le 25 janvier, le président Kennedy se réunissait pour la première fois avec le général Lemnitzer et l'Etat-major des Armées. Il déclara avoir le souci de rester en contact étroit avec celui-ci, et de rencontrer fréquemment son chef à l'occasion des réunions du Conseil national de sécurité. Puis le président demanda quelle devait être la conduite à tenir vis-à-vis de Cuba. Lemnitzer critiqua d'abord le projet de la CIA, faisant valoir que les moyens prévus étaient insignifiants par rapport aux forces castristes. Puis il parla à Kennedy de rapports récents et inquiétants provenant de la NSA. Huit jours plus tôt, dans son blockhaus d'Allemagne de l'Ouest, l'opérateur chargé d'intercepter les communications de l'armée de l'Air tchécoslovaque avait eu une surprise en affichant la fréquence 114,25 Mhz : au lieu des échanges radio habituels entre pilotes s'exprimant en tchèque ou en slovaque, il entendait un aviateur à l'entraînement parler en espagnol ! « C'est le premier pilote hispanophone entendu sur l'aérodrome de Trenčín » écrivait-il dans son compte rendu d'écoute, lequel fut rapidement transmis au QG de la NSA. Il ajoutait : « Il est possible que ce pilote s'entraî-

nait pour une mission de bombardement ». D'autres rapports indiquaient que Cuba venait de recevoir un minimum de 30 000 tonnes de matériel militaire récent en provenance de Tchécoslovaquie.

### Introduire la guerre civile à Cuba

Lemnitzer chercha à amener le président à ses vues : « La solution serait de constituer un gouvernement en exil, puis de débarquer quelques troupes et de déclencher une guérilla. A partir de là, nous pourrions intervenir pour soutenir les Cubains libres. Des plans sont déjà prêts pour cette éventualité. Le temps travaille contre nous ».

Trois jours plus tard, dans le salon ovale de la Maison Blanche, Kennedy réunissait les principaux responsables de la défense, dont le général Lemnitzer et Allen Dulles, Directeur de la CIA. Les responsables du Pentagone déclarèrent qu'aucune des actions prévues jusqu'ici ne pourrait ébranler le régime castriste. Le président demanda alors au Pentagone et à la CIA de réétudier les différents projets visant à introduire des forces anti-castristes à Cuba. Il exigea aussi que l'on y mette des gants afin que les Etats-Unis ne puissent pas être impliqués officiellement. Il prévenait : « Je ne veux pas être accusé d'avoir monté une affaire de Hongrie à l'américaine ».

Durant ses huit ans de présidence, Eisenhower avait travaillé en étroit contact avec la CIA. Il connaissait les forces et les faiblesses des plans concernant Cuba, car il avait aidé la CIA à les mettre au point depuis presque un an. Et Kennedy, en fonction depuis tout juste une semaine et occupé à mettre en place son nouveau gouvernement, était pressé d'adopter un projet aventureux élaboré par un homme qu'il ne connaissait pas et un service qui restait mystérieux pour lui. Dulles lui assura qu'une fois le débarquement effectué, une insurrection générale se déclencherait et renverserait rapidement Castro.

Sans doute savait-il lui-même qu'il mentait. Castro restait un héros pour la majorité des Cubains qu'il avait libérés de la dictature sanglante du président Batista seulement deux ans plus tôt. On peut lire dans un rapport de la CIA longtemps tenu secret : « Les renseignements détenus par le Service ne permettent pas d'affirmer qu'un nombre significatif de Cubains pourrait ou voudrait se joindre aux forces débarquées, ni qu'il existe de mouvement de résistance organisé dirigé par qui que ce soit ». Le même rapport concluait qu'au moment où se déroulait la réunion à la Maison Blanche « Le Service avançait dans le brouillard sans savoir avec précision quelles seraient les conséquences des actions envisagées ».

Le général Lemnitzer avait le souci du détail. Une fois nommé chef d'Etat-major des Armées, il avait diffusé une note établissant avec précision les conditions dans lesquelles les chefs d'Etat-major subordonnés devaient apposer leur autographe sur les photos de groupe – ils devaient signer juste en dessous de lui, en respectant la même inclinaison. Ni sa voiture, ni son avion ne pouvaient bouger sans son autorisation. Il était très fier de sa réputation de planificateur méticuleux. Dans une biographie de huit pages destinée au Congrès, il était à plusieurs reprises désigné comme un « planificateur imaginatif » et mis en valeur ses « talents de planificateur ».

### Les faiblesses du plan de la CIA

De même que les chefs d'Etat-major des différentes armées, ce planificateur avait certainement relevé les faiblesses du plan mal bâti élaboré par la CIA. Des années plus tard, dans un document autographe de cinquante-deux pages, il détaillera l'implication de l'EMA dans l'opération de la Baie des Cochons. Il qualifiera celle-ci de « débâcle cubaine », puis se claquemurera jusqu'à sa mort. De ce mémoire il ressort clairement que l'EMA et Lemnitzer ont vu

le plan de la CIA comme devant aboutir à un désastre. Il écrivait, se référant à une analyse interne effectuée par l'EMA : « Compte tenu de la rapide montée en puissance des forces militaires et para-militaires cubaines, et l'absence de mouvement de contestation prévisible à terme, les chances de succès de ce plan aux moyens réduits sont minces » (souligné dans le texte).

Mais bizarrement, Lemnitzer soutenait le projet quelques jours plus tard devant le ministre de la Défense MacNamara. « L'étude du plan proposé aboutit à des conclusions positives... quant à la probabilité d'un succès militaire initial » écrivait-il « L'EMA estime que l'exécution ponctuelle de ce plan devrait aboutir à un succès définitif, et que, même si tous les résultats espérés ne sont pas obtenus dans l'immédiat, il devrait contribuer à la chute ultérieure du régime castriste ». Le ministre de la Défense devait approuver ces conclusions, du moins verbalement.

Il se peut que l'EMA, irrité par l'intrusion de l'arrogante CIA dans un domaine qu'il considérait comme le sien, espérait que la baudruche se dégonfle au contact des réalités. Ce service se trouvant alors mis en échec, les « pros » du Pentagone seraient alors appelés à la rescousse et prendraient la direction d'une opération d'envergure qui chasserait Castro. Les militaires recouvreraient ainsi le monopole des actions de force. Mais il était évident que Kennedy savait ce qu'il faisait en exigeant que l'opération soit menée dans l'ombre.

### Le choix du lieu de débarquement

Initialement, il était prévu que les anti-castristes débarqueraient près de la ville côtière de Trinidad. Mais la Maison Blanche s'y opposa. D'après les notes personnelles du général Lemnitzer, Kennedy voulait que le débarquement s'effectue discrètement de nuit afin de laisser croire qu'il s'agissait d'une opération purement cubaine. Sur-

tout, comme le releva Lemnitzer, il ne devait pas y avoir intervention des forces armées américaines.

Conformément aux ordres du président, les planificateurs de la CIA présentèrent au groupe de travail de l'EMA une liste de cinq points de débarquement au choix. Ce nombre fut ensuite réduit à trois. Le groupe de travail sélectionna l'option III, un lieu situé dans la péninsule marécageuse de Zapata appelé la Baie des Cochons. Après une discussion d'une vingtaine de minutes – à peine le temps d'une pause-café – Lemnitzer et les chefs d'État-major des différentes armées adoptèrent la proposition du groupe de travail.

« Des différentes options », relate le compte rendu de l'EMA, « la troisième est la plus aisément réalisable et susceptible de permettre d'atteindre l'objectif de l'opération ».

### Lemnitzer choisit de se taire

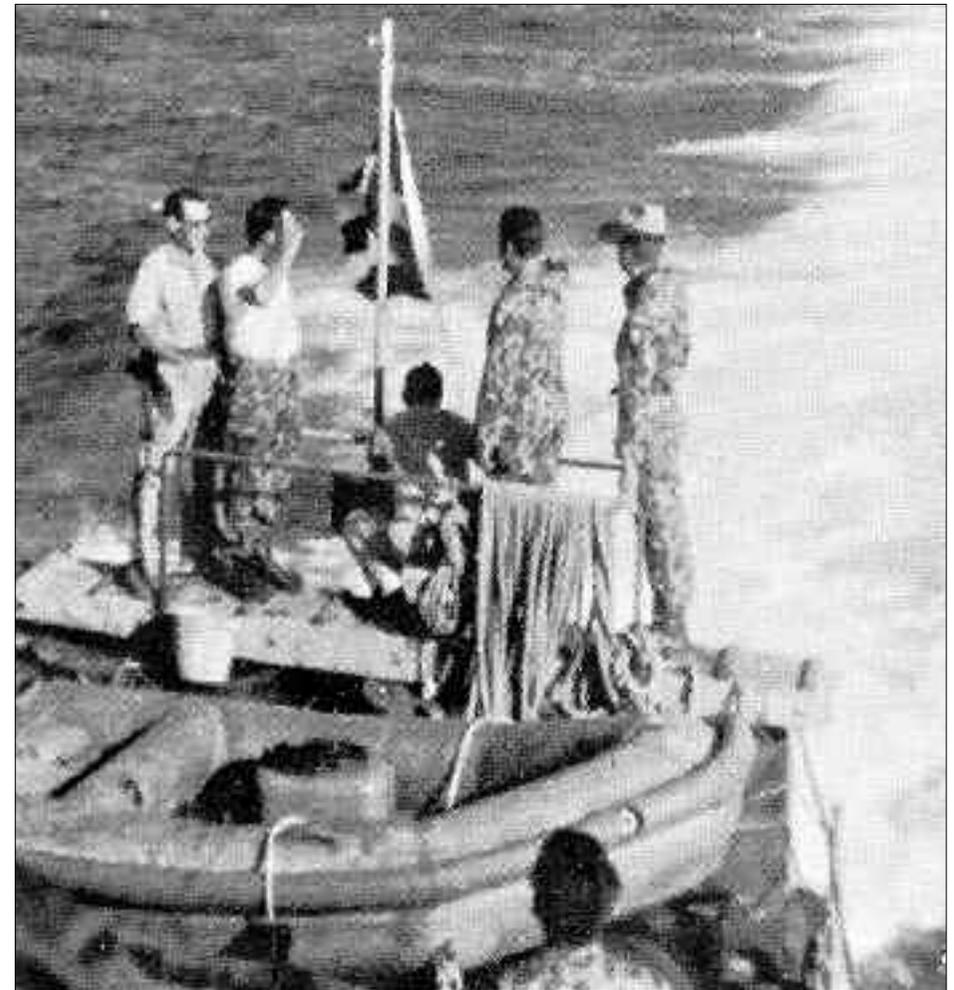
Le général Lemnitzer était depuis le début très dubitatif vis-à-vis de l'ensemble de l'opération envisagée par la CIA, mais il le garda pour lui et approuva le plan sans plus attendre. La Baie des Cochons était beaucoup plus proche de La Havane que Trinidad, ce qui impliquait une intervention plus rapide des troupes cubaines, et comme il n'y avait qu'un itinéraire pour accéder à la zone de débarquement ou en sortir, toutes les conditions étaient réunies pour que celui-ci aboutisse à un massacre. Les forces cubaines pourraient facilement isoler les troupes débarquées qui auraient alors le choix entre mourir sur place ou être rejetées à la mer.

Le général Lemnitzer avait une dernière opportunité de tirer le signal d'alarme avant que le train lancé ne puisse plus être arrêté. Le 4 avril 1961, le président Kennedy se réunissait avec ses principaux conseillers au ministère des Affaires étrangères pour faire le dernier point sur l'opé-

ration. Lemnitzer, prévoyant le désastre, accrocha le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Thomas C. Mann avant la réunion pour lui faire valoir que le choix de Zapata n'était pas bon, et que les chefs d'État-major des différentes armées ne voulaient pas d'un débarquement trop près de La Havane. Mann, déstabilisé par la brusque volte-face du général, récusait ses objections, et fit valoir que le président avait déjà pris sa décision.

Lorsque Kennedy eut ouvert la séance, Lemnitzer resta silencieux. L'homme placé à la tête du plus puissant appareil militaire de la planète, disposant d'assez d'armes nucléaires pour y anéantir toute vie, craignait de contredire son chef. C'était l'instant de vérité. Il préféra fermer les yeux, garder la bouche close et attendre que se déclenche le fracas des armes. Il savait, et cela depuis le début, que l'opération tournerait à la catastrophe, que beaucoup

*Pepe San Roman et d'autres volontaires anti-castristes saluent le drapeau cubain à bord du navire qui les conduit vers leur île natale. Un triste sort les attend.*



d'hommes allaient mourir inutilement, mais il préféra se taire. Il avait du aussi se rendre compte que le Pentagone ne recevrait jamais l'autorisation du président pour intervenir militairement et retourner la situation. A la fin de la réunion, Kennedy demanda qui était pour la poursuite du projet de débarquement. Le général Lemnitzer leva mollement la main. Bien plus tard, dans son mémoire, il devait avouer sa défaillance, mais sans tenter de la justifier.

### La NSA en première ligne

A l'époque de la prise de l'investiture du président Kennedy, la mission de renseignement sur Cuba confiée à la NSA prit une importance nouvelle. Jusque-là, le poste de la CIA à La Havane et son antenne à Santiago avaient constitué des nids d'espions. Mais en prévision de l'opération, et juste avant de quitter ses fonctions, le

président Eisenhower avait rompu les relations diplomatiques avec Cuba. Avec la fermeture de l'ambassade de La Havane et du consulat de Santiago, les agents « légaux » de la CIA opérant sous couverture diplomatique ou consulaire se trouvèrent obligés de regagner les Etats-Unis. En prévision de ceci, les officiers traitants en poste à Cuba avaient mis en place des agents « illégaux » pourvus de couvertures à toute épreuve. Le réseau se composait de quelque vingt-sept personnes, une quinzaine chargées du recueil des renseignements et les autres des liaisons radio et de l'acheminement du courrier. Mais ceux qui avaient une mission de renseignement, ainsi qu'un opérateur radio, étaient de nationalité américaine, et à ce titre tenus à l'écart des informations importantes – en particulier dans le domaine militaire qui était alors primordial. Privés de sources de renseignement à Cuba même, la CIA comme la Maison

*Les forces cubaines avaient reçu un important soutien logistique de l'Union soviétique et des pays satellites. Ici un affût quadruple antiaérien.*



*Le contre-torpilleur USS Perry avait reçu des systèmes d'écoute sophistiqués pour croiser au large des côtes de Cuba tout en surveillant les communications et les signaux radar.*

Blanche et les autres services spéciaux se trouvèrent encore plus dépendants des écoutes radio de la NSA.

L'antenne de la CIA à Miami recevait la copie des messages interceptés intéressant Cuba, mais ne disposait pas d'un détachement de liaison de la NSA pour l'aider à les interpréter. C'était une grave lacune, car en l'absence d'une analyse objective des renseignements par les spécialistes de la NSA, les va-t-en-guerre de la CIA se trouvaient obligés de recourir à leur propre jugement, forcément subjectif car influé par leur désir de voir l'opération aboutir. C'est l'une des raisons majeures de la surestimation des forces intérieures d'opposition à Castro. Comme le dira après coup un membre de la CIA : « En retour, cette estimation a été l'un des éléments déterminants dans la décision de poursuivre l'opération ».

De plus, en l'absence de liaison avec la NSA, l'antenne de Miami ne pouvait ni

recevoir ni envoyer de messages « Flash » en cas de difficultés avec le débarquement. « La NSA n'a guère fait d'efforts » devait déclarer un officiel de l'Agence qui travaillait alors au service en charge de Cuba. L'une des principales sources de renseignement sur Cuba était un navire de l'US Navy qui avait été discrètement transformé en plateforme d'écoutes radio. Depuis février l'*USS Perry*, contre-torpilleur équipé d'antennes spéciales et de récepteurs radio adaptés croisait au large de Cuba, recueillant toutes les informations possibles.

Tandis que la préparation du débarquement se poursuivait avec ardeur, la NSA continuait de porter une grande attention aux mouvements des navires soviétiques. En mars, un opérateur de la NSA de la station d'écoute de Karamürsel en Turquie découvrait que le *Nikolaj Burdenko* était en train de charger au port de Nikolaïev une cargaison *Yastrebov*, nom de code soviétique



En haut : un avion espion U-2 photographié au-dessus de San Francisco. Les avions espions américains ont ramené une moisson importante de renseignements comme cette photographie d'un cargo en route vers Cuba prise par un appareil de la Marine.

pour désigner l'armement. Ce vieux cargo de 5840 tonnes appareilla le 21 mars. Les opérateurs de la NSA le suivirent dans sa navigation en exploitant ses messages quotidiens et en le localisant à l'aide d'antennes directionnelles.

L'interception d'un message révéla que le navire « arriverait probablement dans un port cubain tard au soir du 7 avril ou tôt le matin du 8 avec une cargaison *Yastrebov* non précisée ». C'était la quatrième mention de bateaux soviétiques spécifiquement désignés comme chargés de « *Yastrebov* for Cuba ». La tension monta à la Maison Blanche.

Alors que le *Burdenko*, lourdement chargé, touchait le port de La Havane, un avion-espion U-2 survolait l'île à l'altitude de 20 000 mètres. Depuis le 6 avril, les U-2, décollant du Texas, avaient accompli quinze missions d'observation sur Cuba, en vue de la préparation finale du débarquement organisé par la CIA.

L'opération, déclenchée à l'aube du lundi 17 avril 1961, tourna rapidement au désastre. Tandis que l'armée de l'Air cubaine ainsi que d'autres forces militaires convergeaient vers la zone du débarquement, les opérateurs de radio-téléphonie de la NSA recevaient des appels désespérés provenant des exilés cubains. « Nécessité d'appui aérien dans les heures qui viennent ou serons balayés ». Le commandant des troupes Pepe San Roman suppliait : « Sommes soumis à de violentes attaques aériennes par MiG et terrestres par chars

lourds ». La Marine proposa de l'évacuer avec ses hommes, mais ils refusèrent. Ils allaient se battre jusqu'au bout.

### Pourquoi le secours n'arrivent-ils pas ?

Dans la mesure où les troupes débarquées n'avaient pas été pourvues de moyens pour communiquer avec la NSA, les écoutes de celle-ci se révélèrent de peu d'usage. Tout



Le valeureux Pepe San Roman fait prisonnier par les castristes. Il peut désormais méditer à loisir sur la bienveillance du gouvernement américain.

ce que pouvaient faire les analystes de l'Agence était d'écouter les appels sans espoir des anti-castristes qui se battaient sur la plage et de leurs partisans de l'île. « Envoyer de l'armement en urgence » disait l'un « Nous avons rempli nos engagements. Pas vous. Si vous avez décidé de nous abandonner, dites-le ». Un autre déclarait à la radio « Nous avons compromis des centaines de paysans avec leurs familles. Si vous ne pouvez pas nous soutenir nous

devrons lancer un ordre de démobilisation. Votre responsabilité... nous vous croyons sincères ». Un autre plaidait : « Tous les groupes sont démoralisés... se considèrent trahis n'ayant pas reçu l'équipement, l'armement et l'argent promis ». Enfin un dernier message : « Impossible de continuer le combat, nous allons mourir, hommes sans armes ni équipements. Dieu nous aide ! » « Nous ne pouvions rien faire de plus que de relever les messages et les appels à l'aide... » devait dire un membre de la NSA.

« Je ne rembarquerai pas » déclara fièrement San Roman « nous nous battons jus-



*Un des canots de débarquement des anti-castristes capturés dans la baie des Cochons.*

qu'au bout s'il le faut». Sur la plage, quasiment à court de munitions pour leurs armes légères et leurs mortiers, ses troupes lancèrent une contre-attaque désespérée face aux soldats castristes qui les refoulaient implacablement. « Nous nous battons désormais sur la plage » lança le commandant des troupes à la radio « S'il vous plaît, aidez-nous, nous ne pouvons plus tenir ».

« Sommes dans l'eau. Sans munitions. L'ennemi nous talonne. Il nous faut de l'aide ». San Roman était bref et désespéré. Il n'y avait pas de possibilité de fuir. Entre eux et les casques verts des castristes qui se rapprochaient il n'y avait que les corps de leurs camarades dont le sang se mêlait à l'eau de mer lorsque les vagues déferlaient sur la plage. « Quand arriveront les secours ? De quoi seront-ils constitués ? » La voix du commandant se faisait plus faible, sans espoir tout en voulant néanmoins espérer : « Pourquoi les secours n'arrivent-ils pas ? »

On voyait maintenant les visages sous les casques, les armes aux mains des soldats,

et les jambes qui se mouvaient. Il en venait de partout, les balles frappaient l'eau, le sable, les hommes.

Les opérateurs radio de la NSA entendirent le dernier message : « Je détruis les équipements et le matériel radio. Les chars sont en vue. Je n'ai plus rien pour me battre. Je vais tenter d'atteindre la forêt. Je ne peux ni répéter ni vous attendre ».

À 15 h 20, alors qu'il était encore au-delà de l'horizon, le convoi d'évacuation en route pour la côte recevait le message final : « Retirez-vous à vitesse maximum ».

### La légende vivante de la CIA

Le voile pudique jeté sur la CIA à la suite du débarquement manqué n'avait pas détourné l'administration Kennedy de sa fixation sur le régime castriste. Par un sombre samedi d'automne au début novembre, dès deux heures de l'après-midi, le procureur général Robert F. Kennedy présidait une réunion dans le salon ovale de

la Maison Blanche. La veille, le président en avait convoqué les membres : il voulait que le problème cubain soit réglé. Son frère s'appêtait à chercher des solutions. Robert Kennedy fit face aux assistants et leur présenta Edward G. Lansdale, général de brigade aérienne spécialiste de la contre-guerrilla, qui s'assit hiératique sur une chaise capitonnée de cuir noir.

### L'opération mangouste

Grand, un physique à la Errol Flynn, le général Lansdale était l'adjoint du chef du Service des Opérations Spéciales du Pentagone. Dissimulé derrière la porte 3E114, le SOS avait la NSA sous son autorité. Kennedy déclara que le traitement de l'affaire cubaine passait de la CIA au Pentagone sous l'appellation d'« Opération Mangouste ».

Les généraux Lansdale et Lemnitzer considéraient l'opération Mangouste comme une aubaine, une opportunité pour les militaires de « jouer les gros bras » en réussissant là où avaient si misérablement échoué les « amateurs » des services spéciaux. L'espoir d'un soulèvement interne s'éloignant, les deux généraux entreprirent d'étudier méthodiquement les possibilités de jouer le scénario qu'ils avaient envisagé dès le début : lancer une opération militaire à grande échelle.

Depuis que l'administration Kennedy était entrée en fonctions, la frange droitiste

de l'armée s'était renforcée numériquement et se faisait de plus en plus entendre. En avril 1961, le ministre de la Défense Robert MacNamara fit tomber le couperet : le général Walker, accusé de diffuser parmi ses troupes la propagande de la John Birch Society, recevait un blâme officiel et était relevé de son commandement. A la suite de quoi, de nombreux éléments conservateurs reprochèrent au gouvernement Kennedy de vouloir museler les anti-communistes.

En réaction le général Walker démissionna et continua, cette fois en tant que civil, à dénoncer le danger représenté par les infiltrations communistes. Il mettait en particulier en cause la surveillance exercée par le pouvoir civil sur l'appareil militaire : « Le principe du contrôle des militaires par les civils a été per-

verti pour prendre la forme d'une inquisition s'exerçant aux dépens des principaux échelons du commandement » déclara-t-il. En septembre, il se rendait à Oxford dans le Mississippi, pour protester contre l'admission d'un étudiant noir à l'université d'État. Robert Kennedy lança un mandat d'arrêt contre lui pour conspiration, insurrection et rébellion. Le général fut incarcéré cinq jours durant lesquels il se présenta comme prisonnier politique.

Selon un rapport rédigé par un membre du cabinet du ministre de la Défense, les séminaires qui se tenaient à l'École de Guerre de Washington tournaient parfois « à un



*Le général Lansdale a fait les quatre cents coups au service de la CIA. Un physique de séducteur et une âme d'aventurier.*

renouveau de chasse aux sorcières et à la diffusion de calomnies par des éléments d'extrême droite» ainsi que de «présentation partielle des faits visant à accréditer un danger exclusivement intérieur».

La commission des Affaires étrangères du Sénat, dans un rapport consacré aux éléments d'extrême droite dans l'armée, avertissait d'un «danger considérable» entraîné par «l'activisme idéologique des personnels militaires» qui «avait pour thème principal l'ampleur sinon le caractère exclusif du danger représenté par l'infiltration communiste dans le pays».

Parmi les cibles préférées des extrémistes, la commission citait la politique sociale de l'administration Kennedy que de nombreux ultra-conservateurs présentaient comme d'inspiration communiste. Le rapport avertissait que «la thèse de la menace communiste était développée en assimilant la législation sociale au socialisme, puis au marxisme.»

La plupart des projets législatifs tels que l'augmentation de l'impôt sur le revenu, l'extension des aides sociales (en particulier l'aide médicale), les subventions fédérales à l'enseignement, etc., étaient considérés comme «une avancée en direction d'un système de type communiste». De même «Cette vision de la menace communiste aboutit à considérer les aides à l'étranger, les échanges culturels, les négociations en

vue du désarmement et autres programmes internationaux comme du gaspillage sinon de la subversion».



*Le sénateur Albert Gore, père du futur vice-président, photographié ici au cours de ses jeunes années, était un adversaire décidé des militaires en général et de Lemnitzer en particulier. Les hommes en uniforme le lui rendaient bien en l'accusant d'avoir partie liée avec des milieux proches des Soviétiques.*

Le rapport de la commission sénatoriale se terminait par la mise en garde contre une possible action de force du haut-commandement, du type de celle présentée par le film *Sept jours en mai*. Pour prouver que cette hypothèse n'était pas farfelue, le document donnait comme «exemple de l'aboutissement du processus» le récent putsch des généraux français opposés à la politique algérienne de leur gouvernement. «Les militaires, qu'ils soient français ou américains, ont certains traits communs du fait de leur profession» déclarait le rapport «et il y a de par

le monde de nombreux militaires qui ont le doigt sur la détente».

En conclusion, la commission montrait du doigt le général Lemnitzer et demandait une enquête sur ses relations avec les chefs d'Etat-major des diverses armées et les mouvements d'extrême droite. Parmi les membres de la commission les plus acharnés contre le général et les autres chefs d'Etat-major, on trouvait le sénateur Albert Gore Sr., du Tennessee (père du futur vice-président Al Gore).

Cette préoccupation n'était pas sans fondements. Dans leur livre *La Droite extrême*, publié en 1963, Donald Janson du *New*

*York Times* et le reporter de la chaîne de télévision CBS Bernard Eisman, écrivaient : «Il apparaît qu'un militarisme belliciste et incontrôlé représente un danger énorme pour les Etats-Unis, car le mélange d'esprit de révolte et d'idéologie a entraîné d'autres nations dans le fascisme ou la dictature. La crise provoquée en France par les efforts de militaires rebelles pour renverser le cours de la politique algérienne du gouvernement constitue un autre exemple du danger qu'il y a à laisser l'idéologie pénétrer l'institution militaire».

Apparemment, le général Lemnitzer restait irréprochable. Mais intérieurement il rageait contre la Maison Blanche version Kennedy. Il se sentait étranger à une nouvelle culture qui semblait tourner le dos aux traditions militaires. Presque aussitôt, il était devenu cliniquement

paranoïaque, et il commença à exprimer en privé ses griefs à d'autres chefs militaires. Un peu plus d'un mois après l'investiture de Kennedy, il écrivait au général Norstad, commandant en chef des forces américaines en Europe, et à plusieurs autres généraux occupant des postes de responsabilité. Craignant que l'administration prenne connaissance de ses correspondances, il précisait : «J'avais envisagé de vous adresser ces infor-

mations par voie de courrier électronique, mais compte tenu de leur nature je vous les envoie par lettre afin qu'elles restent confidentielles».

Ces courriers étaient expédiés sous enveloppe cachetée, à ouvrir par le destinataire en personne.

Dans ses correspondances, le général prévoyait une détérioration des relations avec les autorités civiles. Lemnitzer avait peu d'estime pour celles-ci. Il considérait qu'elles s'immisçaient dans les affaires proprement militaires. «La hiérarchie civile n'était pas seulement handicapée par son inexpérience» devait-il écrire plus tard «mais aussi par un complexe de supériorité qui lui faisait ignorer la limite de ses compétences... elle refusait tout simplement de tenir compte de l'avis des militaires». Pour Lemnitzer, les choses seraient allées beaucoup mieux si les militaires les avaient prises



*La première page du célèbre dossier Northwood qui contient les rapports fournis par l'Etat-Major à la Maison Blanche sur les moyens d'intervenir à Cuba. Il est amusant de constater qu'il se trouve conservé dans le fonds d'archives appelé officiellement «Assassination Records».*

en main.

Pour ceux d'entre eux qui avaient jusque-là ménagé la chèvre et le chou, l'échec du gouvernement Kennedy dans l'affaire de la Baie des Cochons était la goutte d'eau qui avait fait déborder le vase. Selon un rapport de l'époque : «... le président Kennedy était présenté par les ultrapatriotes comme un perdant... L'extrême droite déversait un flot de propositions issu

de ses frustrations et formulées au nom de l'anti-communisme... Des chefs militaires en position d'activité accueillait des réunions anti-communistes dans le ressort de leur commandement, et assistaient parfois à des manifestations d'extrême droite».

Cependant, personne au Congrès ne semblait informé de cette situation, aussi Lemnitzer et l'EMA ont-ils surfé sur la vague.

### Semer la terreur par des attentats

Selon des documents longtemps gardés secrets, l'EMA aurait alors préparé ce qui constitue sans doute le plan le plus machiavélique soumis au gouvernement américain. Au nom de l'anti-communisme, l'Etat-major proposa de déclencher de sanglantes actions terroristes contre son propre pays, ceci afin d'amener l'opinion publique américaine à approuver la guerre boîteuse qu'il voulait faire à Cuba.

Sous le nom code Northwoods, ce plan qui avait obtenu l'accord manuscrit du CEMA et de tous les chefs d'Etat-major subordonnés, prévoyait d'abattre des passants innocents dans les rues des villes américaines, de couler en haute mer des bateaux chargés de réfugiés cubains, de mener de violentes actions terroristes à Washington, Miami



*Gary Powers photographié par l'agence Tass durant son procès à Moscou. Ce pilote de U-2 avait été abattu au-dessus de l'Union soviétique au cours d'un vol d'espionnage ordonné par Eisenhower.*

et ailleurs. On accuserait des suspects d'actes criminels qu'ils n'auraient pas commis, on détournerait des avions. En utilisant de fausses preuves ceci serait impliqué au gouvernement Castro. Ainsi le général Lemnitzer et ses complices pourraient-ils justifier leur guerre vis-à-vis de l'opinion publique américaine et internationale.

L'idée a pu germer au temps du président Eisenhower, vers la fin de son mandat. Alors que la Guerre Froide s'intensifiait et que le récent scandale de l'U-2 était dans toutes les mémoires, le vieux général désirait quitter la présidence sur un succès. Il voulait à tout prix envahir Cuba avant l'investiture de son successeur. Le 3 janvier, il avait déclaré à Lemnitzer et à ses collaborateurs qu'il agirait contre Castro avant la

cérémonie, pourvu que les Cubains lui fournissent un bon prétexte. Puis, le temps pressant, une idée lui était venue à l'esprit : si Castro ne lui offrait pas un motif de l'attaquer, peut-être que les Etats-Unis pourraient-ils créer eux-mêmes le *casus belli*. Il pensait à une provocation telle que *bombardement*, *attaque terrestre* ou *acte de sabotage*... qui serait réalisée secrètement par les Etats-Unis contre les Etats-Unis. Le but étant de justifier le déclenchement d'une guerre.

Bien que ce projet n'ait pas été réalisé, l'idée n'avait pas été perdue pour tout le monde, en particulier



*Les militaires avaient imaginé d'attribuer aux Cubains la mort de l'astronaute John Glenn (deuxième à gauche) si jamais celle-ci devait se produire au cours du vol de retour sur terre.*

le général Lemnitzer. Mais lui-même se trouvait comme ses homologues frustrés par le refus de Kennedy d'accepter leur plan, et irrité que Castro ne lui ait pas fourni le prétexte d'une invasion.

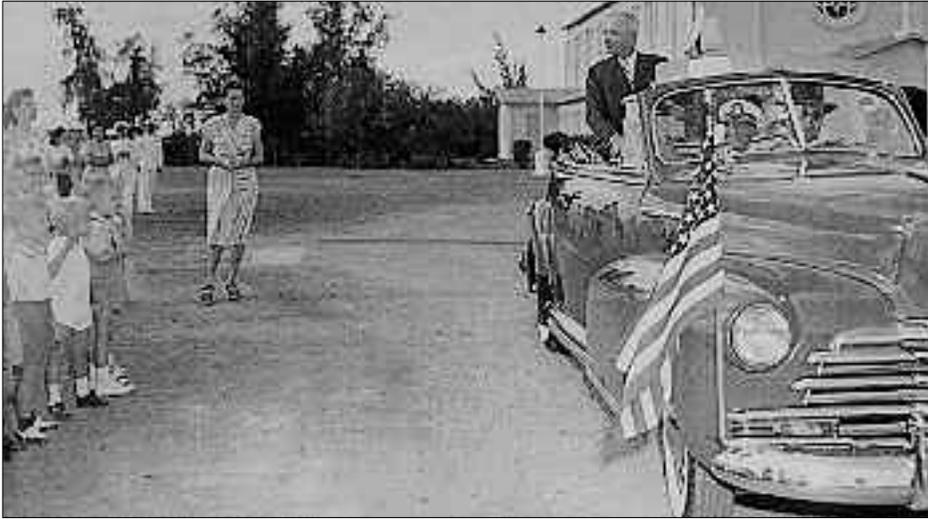
La goutte d'eau qui devait faire déborder le vase était tombée le 26 février 1962, lors d'une réunion à la Maison Blanche : considérant que les différents projets d'actions illégales du général Lansdale dans le cadre de l'opération Mangouste étaient dangereux et menaient à une impasse, Robert Kennedy lui enjoignait de suspendre toute activité anti-castriste. Par contre, il lui était demandé pour les trois mois à venir de se consacrer uniquement à rassembler des renseignements sur Cuba. C'était un échec humiliant pour Lansdale.

Comme les frères Kennedy semblaient mettre subitement « la pédale douce » au sujet de Cuba, le général Lemnitzer voyait s'éloigner ses projets d'invasion de l'île. Les tentatives de provoquer un soulèvement de la population se révélaient vaines, et Castro ne semblait malheureusement pas décidé à

se livrer à une quelconque action violente contre les Etats-Unis ou leurs intérêts. Lemnitzer et les autres chefs militaires n'avaient plus qu'une solution pour avoir leur guerre : faire en sorte que l'opinion américaine et internationale éprouve une telle haine pour Cuba que non seulement elles accepteraient leur action, mais y pousseraient. Un document classifié émanant de l'EMA déclarait : « L'opinion mondiale comme les Nations Unies seraient favorablement impressionnées si l'on présentait sur la scène internationale le gouvernement cubain comme agressif et irresponsable, et constituant une menace dangereuse et imprévisible pour l'hémisphère ».

### Exploiter la mort de John Glenn

L'opération Northwoods devait déclencher une guerre qui aurait provoqué la mort inutile de nombreux patriotes américains comme d'innocents Cubains - ceci pour satisfaire l'ego de généraux retors planqués à l'arrière et confortablement installés dans



*L'Etat-Major avait envisagé d'attaquer la base américaine de Guantanamo pour faire croire à une agression cubaine. Ici, le président Truman visite la base en 1948.*

leurs véhicules et logements de fonction.

L'une des hypothèses envisagées se rapportait à la mission de John Glenn, premier Américain à devoir être mis sur orbite autour de la terre pour un périple historique. Le décollage de sa fusée était prévu pour le 20 février 1962 à partir de Cap Cañaveral en Floride. Ce vol devait porter avec lui toutes les vertus américaines : vérité, liberté et démocratie qui allaient ainsi faire le tour de la planète. Mais Lemnitzer et ses collaborateurs voyaient ceci avec d'autres yeux. Ils proposèrent à Lansdale, dans le cas où la fusée exploserait et que Glenn périrait «... de prouver de manière irréfutable la culpabilité des communistes et de Cuba dans la catastrophe». Ce qui serait réalisé «... en mettant en lumière les preuves d'une intervention imputable aux Cubains». Ainsi, alors que la NASA préparait l'envoi du premier Américain dans l'espace, l'EMA s'appropriait à instrumentaliser la mort de l'astronaute pour déclencher une guerre contre Cuba.

Mais John Glenn entra dans l'histoire sans incident, laissant à Lemnitzer et à ses

chefs d'Etat-major la tâche d'imaginer de nouveaux montages pour les mois à venir.

Parmi les actions envisagées «une série d'incidents provoqués dans et à proximité de la base de l'US Navy de Guantanamo». Ceci supposait d'équiper des agents cubains d'uniformes castristes et de leur faire «déclencher des émeutes près de l'entrée principale de la base. D'autres seraient présentés comme des saboteurs infiltrés dans celle-ci. On ferait sauter des munitions, allumerait des incendies et saboterait des avions. Des tirs de mortiers seraient déclenchés contre les installations de la base pour y provoquer des dommages».

### Tuer des marins de l'US Navy

Certains projets étaient encore plus criminels : l'un prévoyait de renouveler le «coup» de février 1898 où une explosion à bord du croiseur Maine en rade de La Havane entraîna la mort de 266 marins américains. Bien que la cause de l'explosion soit restée indéterminée, la conséquence en a été une guerre hispano-américaine avec Cuba pour

enjeu. A la suite de la catastrophe, plus d'un million d'Américains s'étaient portés volontaires pour le conflit. Lemnitzer et son Etat-major présentèrent un plan similaire : «Nous pourrions faire sauter un navire américain basé à Guantanamo et en accuser Cuba» proposèrent-ils «la publication par la presse nationale de la liste des victimes déclencherait un mouvement d'indignation irrésistible».

### Abattre un avion de ligne en vol !

Leur fanatisme semblait sans limites : «Nous pourrions lancer des opérations terroristes imputées aux communistes cubains, qui toucheraient Miami, d'autres villes de Floride et même Washington» écrivaient-ils. «Ce terrorisme impliquerait des agents infiltrés parmi les réfugiés cubains... Nous pourrions aussi couler (ou simuler la destruction) d'un «boat-people» cubain se dirigeant vers la Floride... simuler des attentats visant des réfugiés cubains installés aux Etats-Unis et les médiatiser».

D'autres propositions étaient formulées :

– Plasticage d'objectifs soigneusement sélectionnés, suivis de l'arrestation de supposés agents cubains et de la mise en circulation de documents démontrant la culpabilité de leur gouvernement, que l'on présenterait comme irresponsable.

– Exploitation de la susceptibilité de la République Dominicaine en ce qui concerne la violation de son espace aérien : des bombardiers de type B-26 supposés cubains accompliraient des raids nocturnes et l'on découvrirait des matériels incendiaires provenant des pays de l'Est. Ceci pourrait être doublé par des messages radio «cubains» destinés aux réseaux communistes de la République Dominicaine. De même des cargaisons d'armes «cubaines» seraient découvertes ou interceptées sur les plages. L'utilisation d'avions de type MiG pilotés par des Américains ajouterait à la confusion.

– Des détournements de navires ou d'avions seraient présentés comme des actions de harcèlement organisées par le gouvernement cubain.

Parmi les projets les plus sophistiqués figurait celui de «provoquer un incident

*Un des plans proposés par le général Lemnitzer consistait à simuler la destruction en plein vol un avion de passagers afin que la mort tragique de ces victimes innocentes révolte l'opinion publique américaine et justifie ainsi l'invasion de Cuba.*





*Fin politique, le général Taylor n'aimait guère le va-t-en-guerre Lemnitzer.*

prouvant sans équivoque qu'un appareil cubain avait attaqué et abattu un avion civil de type « charter » allant des Etats-Unis à La Jamaïque, au Guatemala, à Panama ou au Venezuela : la destination définitive serait choisie pour que le plan de vol passe par Cuba. Les passagers pourraient être les élèves d'un lycée partant pour des vacances à l'étranger ou tout autre groupe susceptible d'être intéressé par un vol charter. ».

### Une opération très sophistiquée

Lemnitzer et les autres chefs d'Etat-major avaient mis au point un montage particulièrement élaboré :

Un avion de la base d'Elgin serait repeint et numéroté en réplique exacte d'un appareil civil appartenant à une société dépendant de la CIA et située aux environs de Miami. Au moment convenu on effectuerait la substitution des appareils, le « double » embarquant des passagers sous une fausse identité, mais dûment enregistrés. L'appareil d'origine serait transformé en « drone » (avion sans pilote) et le décollage

des deux engins minuté afin qu'ils se rencontrent au sud de la Floride.

A partir de là l'appareil transportant les passagers descendrait au ras des flots pour rejoindre discrètement un terrain annexe de la base d'Elgin où l'équipage s'évanouirait dans la nature, et l'avion retournerait à sa destination première. Pendant ce temps le drone continuerait sa route conformément au plan de vol. Lorsqu'il survolerait Cuba, il transmettrait sur la fréquence d'alerte un message de détresse « May Day », se disant attaqué par des MiG. Ce message serait interrompu par l'explosion de l'appareil déclenchée par radio. Ainsi les stations radio de l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile de la région feraient savoir ce qui était censé s'être passé, tandis que les autorités américaines chercheraient officiellement à « dissimuler » l'incident.

Un dernier projet consistait à « prouver qu'un MiG cubain avait attaqué et abattu sans raison un avion de l'US Air Force dans l'espace international ».

A la fin de la lettre à MacNamara préconisant ces opérations, Lemnitzer deman-

daît que son pouvoir soit accru par l'attribution à l'EMA de l'exécution de Northwoods et la conduite du débarquement. Il écrivait : « Il est souhaitable que la direction des opérations militaires soit officiellement confiée à l'Etat-major des Armées ».

### Les politiques refusent Northwoods

A 14 h 30, dans l'après-midi du mardi 13 mars 1962, Lemnitzer arrêtait les derniers détails d'exécution de l'opération Northwoods avec celui qui la dirigeait officiellement, le général de brigade William H. Craig. Puis il signait l'ordre d'opération. Il se rendit alors à une « réunion extraordinaire » dans le bureau de MacNamara. Une heure plus tard, il rencontrait le conseiller militaire du président Kennedy, le général Maxwell Taylor. On ignore ce qui s'est exactement passé durant ces entretiens. Mais trois jours plus tard, Kennedy faisait savoir à Lemnitzer qu'il n'y avait pratiquement aucune chance pour que les Etats-Unis usent ouvertement de la force contre Cuba.

Cela ne découragea pas le général ni son Etat-major, qui allèrent jusqu'à exiger qu'on leur donne le feu vert pour une invasion de Cuba. Environ un mois après avoir présenté en vain le plan Northwoods ils se réunissaient dans le « bunker », comme on appelait la salle de conférences de l'EMA, et décidaient d'adresser au ministre de la Défense un mémorandum sans équivoque : « L'Etat-major des Armées estime que le problème cubain doit être résolu dans un futur proche » écrivaient-ils, « si l'on tarde, il faudra renoncer à l'espoir de voir renverser le régime communiste, que ce soit par soulèvement interne ou manœuvre politique externe, comme par voie de pressions économiques ou psychologiques. Aussi l'EMA considère comme nécessaire une intervention militaire des Etats-Unis pour renverser le régime castriste ».

Lemnitzer éprouvait une haine rabique pour le communisme en général et Castro

en particulier. « L'EMA estime que les Etats-Unis peuvent entreprendre une action militaire contre Cuba sans entraîner de guerre généralisée » poursuivait-il « Cette intervention pourrait être menée avec assez de rapidité pour ne pas laisser le temps aux communistes d'entreprendre une action auprès des Nations Unies ». En fait, ce que suggérait Lemnitzer n'était pas de libérer le peuple cubain, qui soutenait largement Castro, mais de le contrôler par la mise en place d'une administration militaire américaine : « Les forces armées s'assureront rapidement le contrôle des activités cubaines » écrivait-il, « ce qui suppose l'attribution de pouvoirs de police ».

Dans sa conclusion, le général ne mâchait pas ses mots : « L'Etat-major des Armées demande que les Etats-Unis optent pour une politique d'intervention militaire à Cuba. Il souhaite que cette intervention ait lieu le plus tôt possible et de préférence avant le retour dans leurs foyers des réservistes et membres de la Garde Nationale actuellement rappelés ».

### Oui Monsieur le ministre

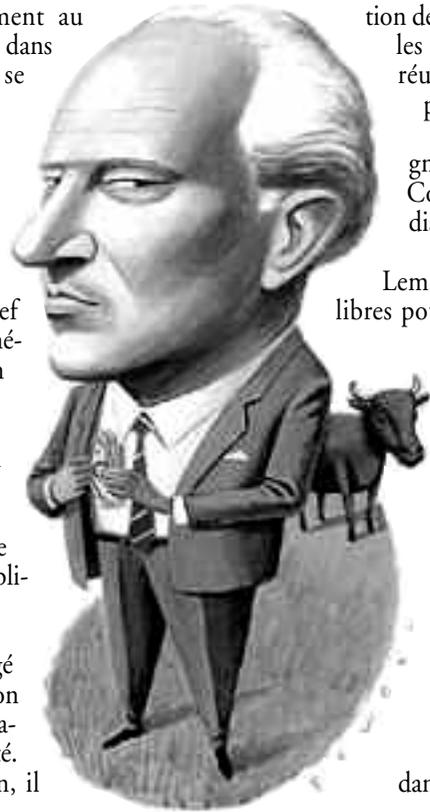
Le ministre de la Défense MacNamara accordait peu de confiance à ses chefs militaires et rejetait presque systématiquement toutes les propositions que le général lui adressait. Cela avait pris une telle allure de routine, comme dira un des anciens membres de l'Etat-major de Lemnitzer, que celui-ci avait fini par dire au général que cette situation mettait l'autorité militaire en porte-à-faux. Mais Lemnitzer répliquait : « Je suis le militaire le plus élevé en grade, et c'est mon devoir de dire ce qui me paraît opportun de faire, comme c'est celui de ministre de répondre par oui ou par non ». « L'arrogance de MacNamara était époustouflante » dira l'adjoint de Lemnitzer, qui n'était pas au courant de Northwoods. « Il ne laissait au général aucune marge de manœuvre et le traitait comme un gamin.

Celui-ci se tenait quasiment au garde-à-vous dès qu'il était dans son bureau, les échanges se limitant à "Oui monsieur le Ministre, non Monsieur le ministre".

Dans les mois qui suivirent, on refusa de reconduire le général Lemnitzer dans ses fonctions de chef d'Etat-major des armées américaines, et on l'expédia en Europe comme commandant de l'OTAN. Des années plus tard, Gerald Ford ayant accédé à la présidence des Etats-Unis plaça Lemnitzer, le chouchou de la droite républicaine, à la tête du Service du Renseignement extérieur. Celui qu'il avait chargé de la direction de l'opération cubaine, le général de brigade Craig, était lui aussi muté. Promu général de division, il passa trois ans comme chef de l'Army Security Agency, le bras armé de la NSA.

### Flinguer Lemnitzer

Du fait de son caractère secret et illégal, le dossier de l'opération Northwoods est resté fermé durant quarante ans. Lemnitzer a pu croire que tous les exemplaires des documents compromettants avaient été détruits : il n'était pas du genre à laisser traîner des pièces à conviction. Par exemple, à l'issue de la déroute de la Baie des Cochons, il avait donné l'ordre au général Gray, prédécesseur de Craig comme directeur du projet d'invasion de Cuba à l'EMA, de détruire toutes les notes traitant de l'ac-



*Résistant à toutes les accusations portées en sous-main contre lui par les militaires et relayées par les milieux de droite, le sénateur Gore poursuit Lemnitzer d'une haine tenace et dit publiquement qu'il faudrait le flinguer.*

tion de l'Etat-major ainsi que les procès-verbaux des réunions concernant la période en cause. Selon Gray, Lemnitzer craignait une enquête du Congrès et voulait faire disparaître les preuves.

Celles-ci détruites, Lemnitzer avait les mains libres pour abuser le Congrès.

Lorsqu'une commission sénatoriale lui demanda, dans une audition à huis clos, s'il avait eu connaissance d'un quelconque plan du Pentagone en vue d'une invasion de Cuba, il répondit que non. Cependant, des plans détaillés avaient été établis par l'EMA

dans cette optique, et cela même avant l'investiture de Kennedy. Et des projets complémentaires avaient été élaborés depuis. Le planificateur chevronné, l'homme qui avait le souci du détail devenait évasif, ayant

soudain de grandes difficultés à se remémorer les principaux aspects de l'opération, comme s'il avait été absent du pays durant cette période. C'était un spectacle affligeant. Le sénateur Gore réclamait que le général soit « flingué » : « Il faut faire le ménage à l'EMA » disait-il, « il faut nommer impérativement un nouveau chef d'Etat-major et de nouveaux membres ». Personne au Congrès n'avait soupçonné l'existence du plan Northwoods.

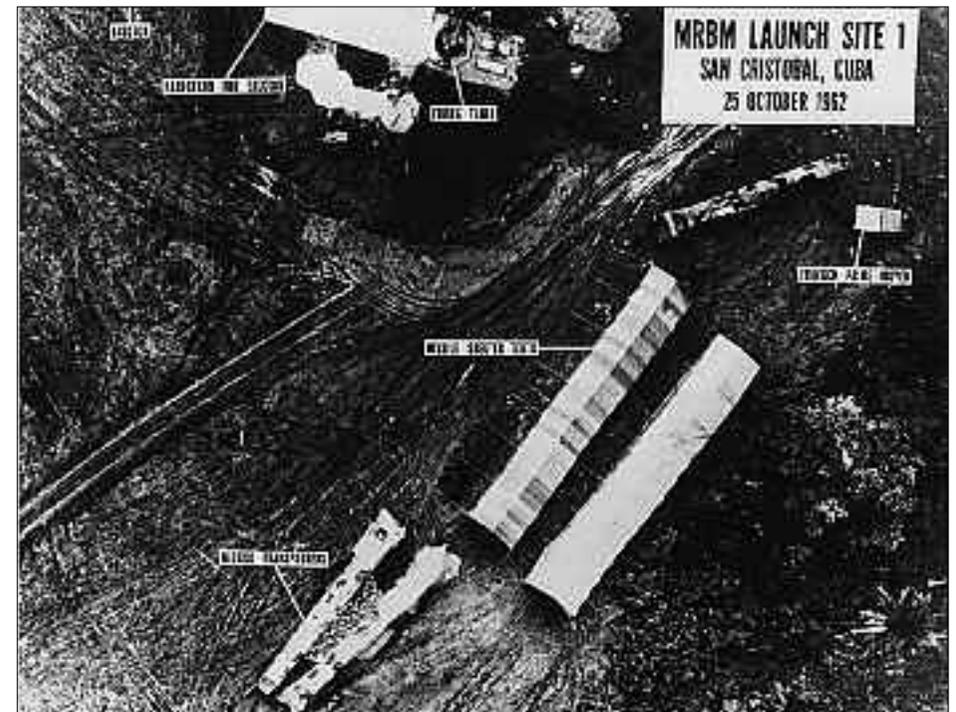
Du fait de la disparition de nombreux documents, il est difficile de déterminer combien de hauts responsables militaires étaient au courant. Comme il a été dit, le plan avait été approuvé et signé par Lemnitzer et les autres chefs d'Etat-major, et envoyé au ministre de la Défense pour qu'il l'approuve à son tour. On ne sait pas s'il est passé entre les mains du ministre, du procureur général, ni du président.

### Susciter la guerre entre Cuba et ses voisins

Après le départ de Lemnitzer, l'EMA continua à établir des plans d'opérations « provoc » jusqu'en 1963 au moins. Parmi ceux-ci, le projet de créer délibérément un conflit entre Cuba et un certain nombre d'Etats voisins d'Amérique latine. Ce qui aurait procuré un prétexte aux Etats-unis pour

intervenir aux côtés des ennemis de Cuba, et se débarrasser du régime castriste. « Il pourrait être simulé une attaque de Cuba contre un membre de l'Organisation des Etats Américains » était-il proposé « et le pays agressé serait amené à prendre d'urgence des contre-mesures et à demander l'aide des Etats-Unis et de l'OEA, les Etats-Unis obtenant alors certainement la majorité des deux-tiers requise pour une intervention de l'Organisation des Etats Américains contre Cuba ». Parmi les pays dont l'attaque simulée était envisagée se trouvaient la Jamaïque et Trinidad-Tobago. Tous deux étaient étant membres du Commonwealth, ainsi, grâce à une provocation permettant d'accuser Cuba d'agression, les Etats-Unis pouvaient espérer entraîner le Royaume Uni dans la guerre contre Castro.

Le document précisait : « Les opérations spéciales envisagées ci-dessus étant très ris-



*Le site soviétique de missiles balistiques de San Cristobal à Cuba en octobre 1962.*



En 1963, Paul H. Nitze (à gauche, au Viêt-nam en compagnie du lieutenant-colonel Wood) faisait encore des plans pour envahir Cuba.

quées dans notre système démocratique où la conservation du secret est difficile, il importe, s'il devait être donné suite à ces projets, de n'y associer que des personnels pourvus des habilitations de sécurité les plus élevées. Ceci implique l'impossibilité de faire appel à des formations militaires constituées».

Il était envisagé de soudoyer un membre du gouvernement cubain pour lancer une agression contre les Etats-Unis. « Une hypothèse serait de corrompre un haut-responsable cubain afin qu'il fasse attaquer la base de Guantanamo ». Autrement dit pousser à une trahison.

### Faire abattre un avion de l'US Air Force

En mai 1963, le vice-ministre de la Défense, Paul H. Nitze, faisait parvenir à la Maison Blanche un plan qui proposait « un scénario où une attaque contre un avion de reconnaissance américain serait exploitée

au maximum jusqu'à ce qu'elle entraîne la chute du régime castriste ». Pour que les Cubains attaquent effectivement un U-2, le plan projetait de faire accomplir à des pilotes américains des missions à basse altitude, aussi dangereuses que militairement inutiles, dans l'espoir qu'un appareil soit abattu, ce qui aurait déclenché le conflit. Mais Nitze n'avait pas envie de prendre les commandes de l'un de ces avions.

Une autre idée était de faire survoler l'île par des avions de combat menant des « reconnaissances de harcèlement », en espérant que les Cubains perdent leur sang froid et réagissent brutalement. « Ainsi » disait le plan « si les Cubains faisaient mouche, l'exploitation de la destruction d'un avion de reconnaissance pourrait aboutir à l'éviction de Castro, peut-être même au départ des militaires soviétiques présents sur l'île, et à l'installation d'une commission de contrôle ». Un mois plus tard, une de ces missions à basse altitude était lancée sur Cuba, mais

malheureusement pour le Pentagone, au lieu de tirs elle ne déclencha qu'une protestation.

### Un extrémiste à la tête de l'Etat-Major

Lemnitzer était un dangereux extrémiste placé à un poste clé durant une période à hauts risques. Mais l'opération Northwoods avait reçu aussi le soutien des chefs d'Etat-major des différentes armées, et même Nitze, qui occupait un poste élevé au Pentagone, était favorable à un conflit provoqué avec Cuba. Le fait que l'ensemble du haut commandement était aussi déconnecté de la réalité, et avait à ce point perdu le sens du devoir, a été dissimulé durant quatre décennies.

En revanche, les documents enfin disponibles permettent de suivre les méandres de la pensée des principaux responsables militaires. Ayant échoué dans leur projet d'entraîner l'Amérique dans une guerre contre Cuba, ils se sont rattrapés avec le Viêt-nam. Cinquante mille Américains et plus de deux millions de Vietnamiens y laisseront la vie.

On a longtemps pensé que l'incident survenu en 1964 dans le golfe du Tonkin, et qui a eu pour conséquence l'entrée en guerre des Etats-Unis, avait été le fruit d'une manipulation sinon d'une provocation visant à obtenir du public et du Congrès l'approbation de l'engagement américain. Au fil des ans, les questions du public, des anciens combattants se sont multipliées au sujet de cette soi-disant attaque de deux contre-torpilleurs américains par des vedettes nord-vietnamiennes. Mais les par-

tisans du Pentagone ont toujours soutenu que de hauts gradés n'auraient pas admis une pareille manipulation.

### Abuser l'opinion : une pratique normale pour l'US Army

Aujourd'hui, à la lumière du dossier Northwoods, il apparaît que le fait d'abuser l'opinion pour l'entraîner dans une guerre voulue, était considéré comme un moyen d'action normal par les plus hautes instances de la Défense. L'affaire du golfe du Tonkin semble la simple mise en pratique



Cruelle ironie de l'histoire. Le général Lemnitzer est mort et enterré alors que son ennemi juré Fidel Castro est toujours à la tête de Cuba.

de ce qui avait été planifié dans le cadre de Northwoods : « Nous pourrions faire sauter un navire américain dans la base de Guantanamo et accuser Cuba (...) la publication de la liste des victimes dans la presse provoquerait un mouvement d'indignation irrésistible. Il suffit de remplacer « baie de Guantanamo » par « golfe du Tonkin » et « Cuba »

par « Nord Viêt-nam ». Que cet incident ait été ou non une provocation, on sait du moins que les autorités du Pentagone de l'époque en étaient capables.

Il est étonnant que les auteurs américains, ayant établi ce parallèle en 2001, n'aient pas eu la hardiesse d'évoquer une autre « Guerre du Golfe » bien plus proche dans l'espace et le temps.

### Pour en savoir plus

*Body of Secrets, Anatomy of the ultra-secret National Security Agency*, de James Bramford, New York, mai 2001. Disponible sur Amazon.com